



25 juin 2021

Madame la secrétaire générale,

Vous allez peut-être vous étonner des chaises vides qui vous font face (9 sur 15, excusez du peu).

Mais, en fait, c'est juste purement et simplement logique. Cela procède même d'un acte à visée positive : nous voulons redonner au Comité Technique Ministériel ses lettres de noblesse. Or, nous constatons que ces dernières sont plutôt une enseigne bien défraîchie...

À titre d'exemple, dans la rafale de sujets à l'ordre du jour, nous avons les astreintes du service de communication du Ministère. Nous nous demandons vraiment s'il n'y a pas d'autre urgence qui devrait supplanter ces sujets (qui peuvent éventuellement faire consensus par ailleurs).

Car il se passe des choses à Bercy. Or, ces dernières, nous les voyons assez peu reflétées dans l'ordre du jour.

Ainsi, il y a quelque préoccupation sur le front de l'action sociale et tout spécialement de l'EPAF. Certes, du temps a été consacré à ce dossier (sur l'insistance des fédérations surtout). Mais la chose revêt un caractère de chiffon rouge. Le Ministère voulait vendre tout le parc et déclencher un plan social pour les salariés concernés. Nous avons très clairement indiqué que nous n'étions pas dans l'optique du statu quo, difficilement tenable d'ailleurs à court ou moyen terme. Mais que la vente en bloc ne nous paraissait pas être la bonne solution. Or, vous nous annoncez tout de go que voulez vendre finalement... les 2/3 du parc ! Ça, c'est du dialogue social ou on ne s'y connaît pas...

Il y a également pas mal de choses qui touche les directions, dont notamment les transferts de missions entre DGFIP et DGDDI, sujet qui va dessiner de nouveaux contours internes à Bercy. Mais le sujet est sûrement anodin... En tout cas, nous ne l'avons pas beaucoup vu dans les échanges d'un CTM.

Au travers de ces deux exemples, nous pouvons finir par nous interroger s'agissant de la pertinence du CTM. Nous avons très nettement l'impression d'être face à une instance subsidiaire. Comme les derniers mois ont été marqués par l'emprise de la crise sanitaire, nous avons aussi le sentiment qu'on se débarrasse à la va-vite des « sujets-fonds de tiroir ». Nous avons la furieuse sensation de faire face à la « voiture-balai », qui va liquider deux ou trois sujets qui traînent. Tout en évitant soigneusement d'aller sur les dossiers de fond.

Nous nous faisons une autre image du dialogue social. Et nous ne voyons pas cette dernière dans les débats que vous nous proposez ce jour.

En conséquence, nous ne participerons pas à la séance prévue ce jour.

Nous signalons, à toutes fins utiles, qu'en aucun cas, nous ne pourrions faire inscrire les sujets que nous attendons, en tant que « *questions diverses* ».

Veuillez agréer, Madame la secrétaire générale, notre considération distinguée.